

Unité départementale de l'Isère

Grenoble, le 24 avril 2026

17 boulevard Joseph Vallier

38040 Grenoble

ud-i.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES (FRANCE) S.A.S

54 avenue Rhin et Danube

38000 Grenoble

Références : 2026-Is068TS1

Code AIOT : 0006102955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES (FRANCE) S.A.S implanté 54 avenue Rhin et Danube CS 90065 38000 Grenoble.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYPERION MATERIALS & TECHNOLOGIES (FRANCE) S.A.S
- 54 avenue Rhin et Danube CS 90065 38000 Grenoble
- Code AIOT : 0006102955 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO BAS
- Statut IED : Non IED

Intégré au groupe SANDVICK jusqu'en 2017 puis vendu au groupe HYPERION, l'établissement HYPERION Materials and Technologies SAS (HYPERION MT) de Grenoble est un établissement classé sous le régime de l'autorisation SEVESO seuil bas et dont les activités sont réglementées par les arrêtés préfectoraux (AP) n°2003.04764 du 13 mai 2003, n°2009.03506 du 25 mai 2009, n°2015-026-0037 du 28 janvier 2015, n°DDPP-IC-2017-10-17 du 24 octobre 2017 et n°DDPP-IC-2018-07-11 du 2 juillet 2018.

Le groupe HYPERION fabrique des outils en carbure de tungstène, outillages mécaniques et pièces de mécanique de précision. Elle est également un des plus gros fabricants mondiaux de poudre pour carbures métalliques afin de satisfaire les besoins de son propre groupe et ceux de ses clients. L'unité HYPERION MT de Grenoble est basée à proximité du centre-ville de Grenoble et est spécialisée dans la

fabrication de mélanges prêts à l'emploi pour matériaux durs (poudre de carbure métallique) préparés à partir de poudres métalliques (carbure de tungstène, cobalt, nickel, etc.).

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Délais
2	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article Article 2.6.3	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 Mois
3	Valeurs limites de rejets	AP Complémentaire du 02/07/2018, article Article 5 point 2	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	8 Mois
5	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 Mois
7	Qualité des rejets dans l'air	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 4	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	8 Mois

(1) Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection **uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant »**. Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article 1.4	/	
4	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	
6	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/04/2012, article 16	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La visite d'inspection a permis de constater que des anciennes non-conformités ne sont toujours pas levées. Bien que l'exploitant a été très réactif à la suite de la dernière visite d'inspection et qu'il a prévenu rapidement l'inspection des installations classées de l'incident survenu début avril 2026, un passif de non-conformité reste à lever.

Une amélioration notable est attendue concernant le suivi de l'auto-surveillance relative aux rejets atmosphériques et aqueux. Des dépassements fréquents sont constatés sans que l'exploitant ne mette en place dans des délais raisonnables des investigations permettant ensuite de déployer des actions correctives. L'auto-surveillance des rejets est un principe reposant sur l'expertise de l'exploitant de son outil de production, une lecture critique attentive des résultats et une réaction appropriée afin de revenir le plus rapidement possible à une situation conforme. Des rejets fréquents génèrent potentiellement un impact sur le milieu environnant qui n'est pas acceptable, il semblerait qu'une situation censée être incidentelle soit considérée comme normale par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions administratives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article 1.4

Thème(s) : Risques accidentels - Déclaration d'incidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées le 01/04/26 d'un incident survenu le jour même sur une cuve de stockage d'alcool. Celle-ci s'est percée en point bas et a fui de manière importante dans la rétention. L'exploitant dispose de deux cuves de stockage d'alcool de 2000 litres, une seule est concernée par l'incident. L'exploitant indique avoir mis à l'arrêt la cuve concernée et avoir mis en sécurité les installations à la suite de l'incident. Le jour de l'inspection, la cuve percée n'était pas en service et pas encore réparée. L'exploitant a mis en place un système provisoire avec des Grands Récipients Vrac (GRV) afin de continuer à exploiter son installation. De l'éthanol est encore présent en fond de rétention. L'exploitant indique que le fond de rétention n'a pas pu être pompé, car il n'y a pas de puisard que la pompe n'a pas réussi à pomper les derniers centimètres.

L'exploitant indique avoir essayé de télédéclarer l'incident sur le site dédié, mais qu'une erreur ne permet pas de finaliser la télédéclaration.

Après la visite d'inspection, l'exploitant a réussi à télédéclarer l'incident. Il a transmis également le rapport d'incident ainsi que le rapport d'analyse sur la base du format BARPI.

Dans la partie "arbre des causes", la déformation de l'équipement pendant l'élinguage à l'implantation de celui-ci en serait la cause initiale suivi de la vétusté de l'équipement et de l'absence de contrôle périodique. L'exploitant indique dans sa déclaration d'incident que la cuve a été mise en service avant 1998.

La lecture de ce document appelle certaines remarques sur les points suivants :

- Arbre des causes : la réception d'un équipement déformé n'est pas indiquée, elle doit pour autant apparaître comme une cause des causes de l'incident. Ainsi, la redéfinition des rôles et responsabilités de chaque intervenant doit être envisagée ainsi que les consignes et procédures.
- Actions correctives à long terme : le contrat de vérifications générales périodiques (VGP) est prévu "sur les nouvelles cuves". Puisque la cuve détériorée n'a pas fait l'objet de contrôle par le passé, il est opportun de prévoir ces contrôles sur les anciennes cuves également.
- Absence d'information sur les détecteurs de vapeur présents : aucune information n'est mentionnée dans le rapport concernant les détecteurs de vapeur présents dans le local et qui n'ont pas émis d'alarme. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que les détecteurs ont été contrôlés à la suite de l'incident, mais que ces derniers n'ont pas émis d'alarme, car le point éclair de l'éthanol n'a pas été atteint puisque la température extérieure cette nuit-là était inférieure au point éclair. D'après l'historique des températures sur internet, la température maximale le 1er avril est de 14°C et la température minimale est de -0,5 °C pour la station Grenoble - Le Versoud. De ce fait, l'hypothèse émise par l'exploitant est qu'il n'y a eu aucune

vapeur d'alcool. Le point éclair est "<21°C" d'après la fiche de données de sécurité (FDS) fournie par l'exploitant. L'exploitant indique que le détecteur est calibré à 35 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité) d'après la réponse de la société MSA".

L'exploitant doit pouvoir détecter la présence d'une fuite de produit inflammable sans attendre l'alarme déclenchée à 35 % de la LIE.

Observation n°1 :

L'exploitant doit compléter son rapport d'incident avec les remarques présentées ci-dessus. Il doit également pomper le reste d'éthanol présent en fond de rétention et il doit s'assurer de pouvoir pomper l'intégralité du liquide présent dans la rétention pour les prochaines fois. L'exploitant doit investiguer plus précisément sur la cause de la fuite.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2003, article 2.6.3

Thème(s) : Risques accidentels - Moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 25/01/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

• En particulier, ces moyens se composent :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

- d'un moyen permettant d'alerter les services de secours.

- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours

- d'un système de détection incendie centralisée

- de robinets d'incendie armés

- d'un réseau fixe d'incendie d'un débit de 360 m³/h en fonctionnement simultané de tous les poteaux d'incendie et hors des besoins ordinaires de l'établissement. Ce débit doit pouvoir être assuré sans interruption pendant au moins 2 heures.

• L'établissement dispose d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints.

Constat de la visite d'inspection du 25/01/2023

L'ensemble des points de la prescription a été vue conforme. Une incertitude demeure sur les moyens permettant d'atteindre le débit d'extinction requis. Le plan ETARE datant de 2019 signale 7 poteaux incendie, sans pour autant les localiser, fournissant un débit d'extinction suffisant. Un mail du SDIS daté du 28/6/2022 indique que leurs capacités d'extinction sont de 600 m³/h, sans pour autant indiquer quels moyens les composent. Le site dispose d'un poteau incendie dont il réalise l'entretien et les tests de débit. Le compte-rendu du dernier test du 26/10/2022 transmis par le courriel du 26/01/2023 indique que le débit fourni est de 73 m³/h. Les 6 autres poteaux sont vraisemblablement situés chez Umicore. La DREAL demande à l'exploitant de vérifier si les informations du plan ETARE sont à jour, de le compléter avec la localisation des poteaux incendie mobilisables dans le cas d'un incendie sur le site Hyperion. Ces informations seront tenues à disposition de la DREAL dans le cadre d'un futur contrôle.

Constat de la visite d'inspection du 07/04/2026

L'exploitant a présenté un rapport de vérification du 25/12/25 de la société Chubb pour le poteau d'incendie "bat : broyeurs étage : rdc extérieur au fond de l'allée dernière l'usine". Celui-ci correspond au poteau appartenant à la société HYPERION. Ce dernier a été contrôlé à un débit de 124 m³ pour 3,2 bars.

Les six autres poteaux appartiennent à la société UMICORE. L'exploitant indique qu'ils mettent l'ensemble des moyens en commun.

L'incertitude demeure toujours quant au débit du réseau incendie. Pour rappel, l'exploitant doit disposer d'un débit de 360 m3/h pendant au moins deux heures.

Non-conformité n°1

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du débit prescrit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier d'ici **3 mois**, d'un réseau fixe d'incendie de 360 m3/h pendant 2h en fonctionnement simultané. Si l'exploitant prévoit d'utiliser les poteaux d'incendie privés de la société UMICORE pour atteindre ce débit, une convention d'utilisation entre les deux exploitants doit être fournie.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2018, article 5, point 2

Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites de rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 25/01/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

2- VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS

Point de rejet	Débits		Paramètres	Concentrations en mg/l sur échantillon moyen 24h	Flux en kg/j	Périodicité des mesures ***
	MJ*	MMJ**				
1 seul point de rejet industriel dans le réseau communal			DCO	6000	210	1 par jour
			DBO5	3000	100	1 par jour
			MES	600	30	1 par an
			Azote globale (exprimé en N)	150	5,3	1 par an
			Phosphore total (exprimé en P)	25	0,9	1 par an
			Hydrocarbures totaux	10	0,5	1 par an
			Nickel	0,5	0,025	1 par trimestre
			Cobalt	200	10	1 par an
			Tungstène	20	1	1 par an
	90 m3/j	50m3/j	débit			Évaluation journalière + 1 par an
			pH			Évaluation journalière + 1 par an

* MJ : débit maximal journalier en m³/j

** MMJ : moyenne mensuelle des débits journaliers en m³/j

*** Les contrôles extérieurs réalisés au titre du point 3.1 de la présente annexe peuvent faire office de surveillance au titre du point 2 de la présente annexe.

La surveillance des rejets en nonylphénols (substance dangereuse prioritaire) sera maintenue. Des mesures seront effectuées trimestriellement. L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour supprimer ces émissions d'ici 2021.

La température des rejets est inférieure à 30°C. La température est mesurée en continu et enregistrée. Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline). La mesure du pH sera asservie à une alarme permettant une intervention rapide en cas de dérive du pH. Les enregistrements du pH

seront conservés au moins 3 ans.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite. Pour les substances rejetées qui ne seraient pas visées au présent article, la nature et la fréquence des mesures sont définies par l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées dans les conditions fixées aux articles 58 et 60 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes nature des ICPE soumises à autorisation.

Constat de la visite d'inspection du 25/01/2023

Le site exploite une station d'épuration par procédé chimique précipitant les éléments métalliques contenus dans les effluents provenant du lavage des équipements servant à produire les poudres métalliques. Plusieurs dépassements des valeurs limites ont été constatés depuis 2020 : nickel, cobalt, DCO et DBO5. L'exploitant a expliqué que les dépassements en nickel et cobalt étaient liés à des arrivées par bâchées d'effluents lors des lavages des équipements, qui réduisaient le temps de présence des effluents dans les bassins et limitaient ainsi l'efficacité des traitements par précipitation ou décantation. Pour pallier cette problématique, un bassin tampon a été ajouté à l'été 2022 à la station d'épuration. Les dépassements en nickel et cobalt ont effectivement cessés. Une attention particulière devra néanmoins être portée sur ces paramètres.

Concernant les rejets en DCO et DBO5, ces polluants ne peuvent pas être abattus par la station, celle-ci ne comprenant pas de traitement biologique. Une étude sous-traitée par Hyperion a permis dans un premier d'identifier un produit utilisé lors des lavages d'équipements, l'acide sulfamique et qui arrive dans les effluents de la station. L'exploitant souhaite mettre en place un système de pompe doseuse permettant de limiter l'utilisation de ce produit au strict nécessaire. La DREAL rappelle que les dépassements réguliers sur ces paramètres représentent une situation non conforme pérenne, qui pourra faire l'objet de sanctions à l'avenir. Pour autant, l'impact de ces dépassements restent limités puisque les effluents sont dirigés vers le réseau de collecte des effluents de la ville et non au milieu naturel.

Il est demandé à l'exploitant de veiller à faire cesser les dépassements dans les meilleurs délais et de tenir à disposition de la DREAL les éléments justifiant du retour à la conformité.

L'exploitant a également alerté la DREAL sur la présence de nonylphénols dans leurs eaux de rejets. L'exploitant surveille les rejets de ces substances, le 4-n nonylphénol étant inscrit à l'annexe XIV du règlement REACH, et soumise donc à autorisation. Des investigations sont en cours pour trouver la source et la supprimer. Par courriel du 3/02/2023, l'exploitant indiquait : "Après investigation, j'ai retrouvé dans l'étude DCO de 2018 une partie dédiée aux nonylphénols qui indique la présence de ceux-ci dans 2 produits ; l'ASEA, après hydrolyse d'une liaison éther, et le Néomat industrie, produit détergent qui était utilisé dans nos autolaveuses par la société de nettoyage, mais celui-ci a été remplacé. Néanmoins ces substances ne sont pas répertoriées dans leurs FDS. L'ASEA est un liant utilisé dans nos recettes et qui permet d'améliorer la granulométrie de notre poudre. Une étude va être lancée cette année pour rechercher un produit de remplacement à l'ASEA dans l'élaboration de nos poudres."

Les éléments témoignant de l'avancée de ce dossier seront mis à disposition de la DREAL.

Constat de la visite d'inspection du 07/04/2026

La restitution des données relatives à l'eau industrielle sur la période de janvier 2023 à mars 2026 a été contrôlée. Des dépassements fréquents (concentration et/ou flux) en nickel (Ni), demande chimique en oxygène (DCO), demande biologique en oxygène (DBO5), azote global (NGL), monoxyde de carbone

(Co) ou encore Tungstène (W) sont constatés.

Les dates des dépassements sont les suivantes :

- Ni : février 2023 (Pour exemple : concentration à 556 µg/L pour une VLE à 500 µg/l en février 2023)
- DCO : juin 2023, septembre 2023, août 2024, juin 2025 (Pour exemple : concentration à 9180 mg/L pour une VLE à 6000 en juin 2025)
- DBO5 : juin 2023, septembre 2023, août 2024, décembre 2024, mars 2025, juin 2025, décembre 2025 (Pour exemple : concentration à 3700 mg/L pour une VLE à 3000 en juin 2025)
- NGL : août 2024, décembre 2024, mars 2025 (Pour exemple : concentration à 557 mg/L pour une VLE à 150 en juin 2025)
- Tungstène : novembre 2025 (Pour exemple : concentration à 23300 µg/L pour une VLE à 20000 µg/l en novembre)

La justification des dépassements dans la restitution indique régulièrement que des études sont en cours sans que celles-ci ne semblent aboutir, ni conduire à la mise en place d'actions correctives efficaces.

L'exploitant a présenté un rapport d'« accompagnement réduction DCO et nickel » du 26/03/26 rédigé par la société EPUR ingénierie. Des propositions d'amélioration sont énumérées pour la DCO, DBO5 et nickel.

Pour le dépassement en azote, l'exploitant indique que cela provient potentiellement de l'utilisation de l'acide sulfamique et qu'il y avait une surconsommation. Ils ont revu leur procédure concernant la gestion et l'utilisation de l'acide sulfamique. Pour l'instant, il n'y a pas eu de dépassement depuis mars 2025.

Des nonylphénols sont encore trouvés dans quasiment chaque analyse depuis janvier 2023. Pour rappel, il s'agit d'une substance dangereuse visée par un objectif de suppression des émissions et l'arrêté préfectoral prévoit qu'elle soit supprimée des émissions depuis 2021. Lors de la précédente inspection, l'exploitant indiquait que la substance provenait de deux produits : l'ASEA et le Néomat industrie. L'exploitant indique que le produit ASEA a été remplacé. L'exploitant n'a pas parlé du produit Néomat industrie.

Aucune analyse n'a été réalisée entre juillet et octobre 2025, la périodicité requise étant trimestrielle (Aucune retransmission dans GIDAF). L'exploitant indique qu'il y a eu un problème avec l'APAVE qui a réalisé les analyses. Ils indiquent qu'ils leur ont demandé le planning pour l'année pour s'assurer que toutes les analyses soient réalisées en temps et en heure. L'inspection aurait dû être avertie de ce défaut de surveillance. Pour rappel, la périodicité des mesures doit être réalisée journalièrement pour certains paramètres ou trimestriellement. (Cf. tableau des VLE).

Pour la température, l'exploitant doit réaliser une mesure en continu. Le pH et le débit sont à mesurer journalièrement, or, il dispose d'un enregistreur ancien qui rend difficile l'étude ou la visualisation de l'historique des données. L'exploitant a transmis à la suite de l'inspection un fichier avec un historique disponible remontant jusqu'au 15/02/2026 des données de la STEP, avec un enregistrement toutes les minutes de la température, du pH et du débit. Sur ce fichier, des dépassements en pH sont constatés quasiment tous les jours avec pour certaines journées des dépassements quasi continu. La valeur la plus basse enregistrée pour le pH est 2,95 et la plus haute 9,26. L'exploitant indique qu'ils vont désormais

extraire les données de pH, débit et température tous les mois. L'asservissement de la mesure du pH à une alarme n'a pas été abordé en inspection, mais de toute évidence cette prescription n'est pas respectée. L'exploitant ne suit pas de manière attentive ces paramètres.

Globalement, un manque de rigueur est constaté pour l'auto-surveillance.

Non-conformité n°2

Les valeurs-limites de rejets ne sont pas respectées pour la concentration, le flux ou la périodicité.

Non-conformité n°3

L'exploitant n'a pas supprimé les nonylphénols des rejets aqueux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier d'ici **6 mois** du retour à la conformité pour tous les paramètres recherchés dans les eaux de rejets. Il s'appuiera sur les préconisations et propositions d'amélioration du rapport d'« accompagnement réduction DCO et nickel » rédigé par la société EPUR ingénierie. Pour le débit, pH et température, l'exploitant doit mettre en évidence les dépassements sur son fichier et les commenter. Il doit pouvoir agir sur ces paramètres rapidement en cas de dérive.

L'exploitant doit justifier de disposer d'une alarme asservie à la mesure du pH.

L'exploitant doit justifier d'ici **8 mois** de la suppression des nonylphénols dans les eaux de rejet.

Une mise en demeure sera proposée à Mme la préfète sur ces points dans le cas du non-respect des échéances.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 Mois

N° 4 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques - Contenu POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 31/07/2025
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constat de la visite d'inspection du 25/01/2023

Dans le POI 2025 transmis peu de temps avant l'inspection, le chapitre 10 mentionne les « Premiers prélèvements environnementaux ». Il est mentionné que l'exploitant « a fait réaliser par la société APAVE une étude pour définir les substances à rechercher en cas d'accident sur le site (Rapport N° A534416873 version 0 datant du 16/01/2023). ». L'exploitant a également fait réaliser une étude commune avec la société UMICORE par la société SOCOTEC pour définir le protocole de prélèvement des substances en cas d'incendie sur le site. Le POI mentionne les deux rapports. Certaines substances mentionnées dans le rapport de l'APAVE ne sont pas reprises dans le rapport de SOCOTEC, comme l'amiante. De plus, dans le POI il est indiqué pour les produits de décomposition en cas d'incendie que SOCOTEC propose de chercher, des substances comme l'HF. Or, cette substance n'apparaît pas dans le contrat entre HYPERION et SOCOTEC. L'exploitant indique qu'il s'agit du rapport de SOCOTEC commun entre les deux entreprises HYPERION et UMICORE qui fait foi pour la recherche de substance en cas d'incendie. Cette notion n'est pas explicitement indiquée et laisse planer un doute sur les substances à rechercher. L'exploitant indique que suivant la zone impactée, la recherche d'amiante aura lieu ou non. Cette notion n'est pas indiquée dans le POI. À la lecture du POI, il n'est pas facilement compréhensible de connaître quelle substance sera recherchée en cas d'incendie et dans quel milieu les chercher. Le POI expose les substances recherchées en deux catégories : Les substances toxiques potentiellement émises en cas d'accident et les produits de décomposition en cas d'incendie important. Les différents milieux où ces substances peuvent être trouvées ne sont pas précisés et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ne sont pas expliquées.

Non-conformité n°1 : Le plan d'opération interne ne contient pas toutes les informations requises.

Constat de la visite d'inspection du 07/04/2026

L'exploitant a transmis dans un courrier de réponse du 02/09/2025 le POI mis à jour au 01/09/2026 (version 8). Celui-ci contient les éléments demandés suivants :

- La liste des substances à rechercher basée sur le rapport de l'APAVE, les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis.
- Les équipements de prélèvement à mobiliser par substances et par milieux.

La nouvelle version du POI répond à la demande formulée lors de la précédente visite d'inspection. La non-conformité est levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques - Contenu POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 31/07/2025
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constat de la visite d'inspection du 25/01/2023

La partie 10.2 du POI précise les modalités d'astreinte pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Le POI mentionne les équipements à mobiliser par type de prélèvement (prélèvement passif, actif, ponctuel...), mais il ne mentionne pas les équipements à mobiliser par substance et milieux. L'exploitant a présenté la fiche "MODALITÉS D'ALERTE ASTREINTE SOCOTEC- HYPERION (Grenoble)" qui est mentionnée dans le POI. L'exploitant indique que cette fiche est présente dans le classeur DOI. Celle-ci contient notamment le numéro d'astreinte de la société SOCOTEC pour les joindre en cas de besoin de réalisation de prélèvement. Ce numéro a été testé en direct lors de la visite d'inspection. Un agent de la société SOCOTEC a répondu et a pris les informations nécessaires, l'agent a également confirmé qu'un contrat entre la société HYPERION et SOCOTEC existait et qu'il était en vigueur. Il est mentionné dans le POI que le contrat d'astreinte couvre la période d'août 2023 à juillet 2026. L'exploitant a présenté le contrat entre SOCOTEC et HYPERION. Cependant, celui-ci n'est pas signé et l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un devis ou le contrat signé. Dans ce contrat, la prestation prévoit un délai d'intervention maximum de 4 h de la société SOCOTEC pour réaliser les prélèvements. L'inspection note que ce délai paraît trop long et qu'une intervention dans un délai inférieur à 3 h maximum paraît plus préférable. L'exploitant indique qu'aucune mutualisation des moyens pour les prélèvements en cas

d'incendie n'est prévue avec la société UMICORE.

Non-conformité n°2 : Le plan d'opération interne ne contient pas toutes les informations demandées.

Constat de la visite d'inspection du 07/04/2026

L'exploitant a transmis dans un courrier de réponse le 29/08/2025 les éléments suivants :

- La commande (n°3300684058/GBC/GNB3) signée par Umicore, Hyperion et Socotec concernant la mise en place des premiers prélèvements environnementaux (fin du contrat au 31 mai et fin de l'astreinte en juillet 2026).
- L'attestation d'accréditation COFRAC de la société SOCOTEC en cours de validité pour les matrices eaux et air,
- Le certificat LNE pour la matrice sol en cours de validité.

Toutefois, la commande signée par les trois parties n'est pas explicite sur les missions commandées et ne fait référence à aucune prestation. De ce fait, il n'est pas possible d'établir un lien entre la commande et la prestation de prélèvement environnementaux.

La non-conformité est levée partiellement. Seule la première demande concernant le POI est levée.

Non-conformité n°4

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'un contrat signé pour les prélèvements environnementaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre d'ici 1 mois le contrat signé avec la société SOCOTEC pour les prélèvements environnementaux. Celui-ci doit être explicite sur les prestations contractualisées. Il s'agit du deuxième rappel de la non conformité.

Une mise en demeure sera proposée à Mme la préfète si cette non-conformité n'est pas levée à la fin de l'échéance.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 6 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/04/2012, article 16	
Thème(s) : Risques accidentels - Entretien des installations électriques	
Prescription contrôlée : [...] Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux des installations. [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées [...]	
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électriques réalisé par société APAVE le 30/01/26. Une seule non-conformité est identifiée : « entrée câble défectueuse ». L'exploitant a également présenté le rapport Q18 du 11/02/2026 par réalisé par la société APAVE. Aucune observation n'est signalée. L'exploitant a également présenté le rapport Q19 daté du 03/04/2025 correspondant au compte-rendu de contrôle d'une installation électrique par thermographie infrarouge. Cinq observations sont signalées. L'exploitant a transmis à la suite de l'inspection les bons de commande et les factures du matériel remplacé et des travaux correspondants aux cinq anomalies constatées. Ces anomalies concernent la "Station eau glacée 2ème étage" et le "Vestiaire 2ème étage". Ces justificatifs semblent cohérents. L'exploitant indique que le prochain contrôle thermographique est prévu le 28/04/2026. Observation n°2 L'exploitant doit lever la non-conformité issue du rapport APAVE du 30/01/2026 de contrôle des installations électriques.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 7 : Qualité des rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 4

Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

1 – VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS

Installation Rejet	Paramètres	Valeurs limites exprimées sur gaz sec		
		Concentration en mg/Nm ³ sur un prélèvement voisin d'une demi-heure sur gaz sec	Flux en g/h	Débit en Nm ³ /h sur gaz sec
Point 1 : sortie conditionnement	Poussières totales	2	10	5000
	Co	0,02	0,100	
	Ni	0,02	0,100	
Point 2 : sortie pesée	Poussières totales	2	7,4	3700
	Co	0,02	0,074	
	Ni	0,02	0,074	
Point 3 : sortie broyeurs	Poussières totales	2	12	6000
	Co	0,02	0,120	
	Ni	0,02	0,120	
	COV	70	420	
Point 4 : sortie concassage	Poussières totales	2	3,2	1600
	Co	0,02	0,032	
	Ni	0,02	0,032	
Point 5 : atomisation	Poussières totales	2	12	6000
	Co	0,02	0,120	
	Ni	0,02	0,120	

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'au moins une demi-heure.

En cas de prélèvement instantané, aucun résultat ne dépasse le double des valeurs limites prescrites.

2- CONTRÔLES DES REJETS

2.1 — Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de fonctionnement représentatives de l'activité de l'établissement. Ce contrôle porte sur les rejets et paramètres listés au point 1.

2.2 — Les résultats des contrôles d'autosurveillance sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport.

2.3 — La transmission des résultats des contrôles est accompagnée de commentaires :

- Sur les dépassements constatés et leurs causes,
 - sur les actions correctives prises ou envisagées,
 - Sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge,).
- [...]

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle du 13/12/2024 réalisé par la société DEKRA. Deux non-conformités sont identifiées en point 4 "Sortie concassage" et point 5 "Atomisation" pour le cobalt. Au point 4, la concentration moyenne est mesurée à 22,2 µg/m³ pour une VLE à 20 µg/m³. Au point 5, la concentration moyenne est mesurée à 31,3 µg/m³ pour une VLE à 20 µg/m³. L'exploitant indique avoir procédé au changement des filtres des dépoussiéreurs à la suite de ces résultats. L'exploitant n'a pas réalisé de contre-analyse à la suite de la mise en place du filtre.

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle du 23/05/25 réalisé par la société DEKRA. Une non-conformité en point 3 "Sortie broyeur" pour le COVT est identifiée. La concentration moyenne est mesurée à 87 mg/m³ pour une VLE à 70 mg/m³.

L'exploitant indique avoir installé un caisson de charbon actif en février 2024, mais que celui-ci semble inefficace. Aucune autre action n'a été menée par la suite.

D'après l'historique de l'exploitant, des dépassements régulier en COVT sont identifiés. Ces dépassements sont également visibles en juin 2023, 2021 et 2020.

L'exploitant indique que le prochain contrôle est prévu les 27 et 28 avril 2026.

Non-conformité n°5

Les valeurs-limites de rejets ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier d'ici la fin de l'année 2026 d'un retour à la normal de façon durable du paramètre COVT. Il effectuera entre novembre et décembre 2026 un contrôle des rejets atmosphériques. Le rapport du contrôle sera transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit réaliser de façon systématique des contres analyses si des résultats mettent en évidence des dépassements de VLE.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 8 Mois